

Premier débroussaillage du plan d'investissements de Juncker

Les Vingt-huit ont validé la stratégie d'investissements proposée par le Président de la Commission européenne. Mais ils n'ont pas encore pris d'engagements pour abonder, au-delà de l'argent européen, le fonds destiné à mobiliser 315 milliards d'euros.

OLIVIER GOSSET

Les dirigeants européens ont procédé jeudi à Bruxelles à une première évaluation commune du plan d'investissement présenté par la Commission, lors d'un sommet au cours duquel ils ont également appelé une nouvelle fois la Russie à un «changement radical» d'attitude en Ukraine.

Sous la houlette du nouveau président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont validé le plan élaboré par l'exécutif européen pour lever quelque 315 milliards d'euros d'investissements, essentiellement privés, entre 2015 et 2017. Cela grâce à une garantie de départ de 21 milliards d'euros provenant de la Commission et de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Un engagement

Le calendrier prévoit que l'équipe Juncker mette sur la table en janvier 2015 une proposition sur la constitution d'un nouvel instrument, le «Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)», que les eurodéputés seront invités à valider d'ici juin afin que les nouveaux investissements puissent être mis en œuvre dès la mi-2015.

Sur le principe, tous les gouvernements soutiennent cet effort de relance, qui, a souligné le Président du Parlement européen, Martin Schulz, marque «fermement notre engagement pour orienter l'Europe sur une nouvelle voie qui la conduira vers la croissance et l'emploi». Mais ils sont quelque peu réticents à contribuer eux-mêmes à ce fonds, bien que la Commission ait promis que ces contributions ne seraient pas prises en compte dans le calcul du déficit budgétaire.

Des moyens européens

Quelques-uns, à l'image de l'Allemagne, semblent juger le plan suffisant, alors même que la liste des projets soumis par les Etats membres atteint déjà pas moins de 1.300 milliards d'euros. D'autres, comme la France, attendent de voir si le dispositif fonctionne pour éventuellement s'engager.

Certains enfin, n'ont pour ainsi dire aucune marge de manœuvre pour alimenter le futur fonds, malgré les appels du pied de Jean-Claude Juncker, qui a appelé les Etats à «mettre la main au portefeuille».

C'est le cas notamment de la Belgique, aux prises avec une situation budgétaire très difficile. «La philosophie de ce plan, c'est de dégager des

moyens publics européens pour aller chercher des moyens privés» a fait valoir hier le Premier ministre Charles Michel. Ce dernier a précisé au passage qu'il ne trouvait pas correct que la Belgique ait été placée avec la France et l'Italie sous surveillance budgétaire renforcée par la Commission. «Nous respectons la décision qui a été prise. Dont acte. Mais quand je regarde les paramètres objectifs par rapport à la France et l'Italie, nous mettre dans la même enveloppe, ce n'est pas juste, ce n'est pas correct» a indiqué le Premier ministre.

Le sommet de jeudi, qui semblait devoir être limité à un seul jour de travail, a également permis d'apporter des réponses à une série de questions plus techniques sur le FEIS, notamment sa personnalité juridique ou encore les règles de gouvernance du mécanisme. «Il reste quelques ajustements à faire, mais des avancées très significatives ont été réalisées» a encore expliqué le chef du gouvernement.

Quoi qu'il en soit, même si certaines chancelleries veulent d'abord savoir comment fonctionnera exactement le programme, quels projets seront retenus et avec quels retours, les choses devraient aller vite. La BEI,

qui a bénéficié d'une augmentation de capital, devra déjà commencer à financer des projets dès janvier 2015.

L'objectif est d'engager 180 à 185 milliards d'euros d'ici la fin de l'année prochaine.

Luxembourg fait un pas

En marge du sommet, le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, a indiqué que son gouvernement allait fournir à la Commission européenne la liste des rulings luxembourgeois accordés aux entreprises, comme cela lui a été demandé par «Bruxelles».

Le Grand-Duché refusait depuis des mois des informations sur certaines de ses pratiques fiscales, dont les rescrits fiscaux au cœur du scandale LuxLeaks. Selon Xavier Bettel, cette décision a été prise à la suite de l'annonce mercredi par l'exécutif européen de son intention de demander des informations à l'ensemble des Etats membres de l'UE sur leurs pratiques en matière de ruling. «Nous avons insisté sur le fait qu'il fallait des règles communes, et nous sommes très satisfaits qu'elles soient en place», a estimé le chef du gouvernement luxembourgeois, qui n'est de la sorte plus seul sur le banc des accusés.

La Commission européenne avait adressé des injonctions au Luxembourg pour lui demander des précisions concernant ses pratiques fiscales bien avant les révélations sur le Luxleaks. Le pays avait refusé et avait même déposé un recours en annulation contre ces injonctions devant la cour européenne de justice, recours qu'il compte désormais abandonner.

180 milliards €

L'objectif des Vingt-huit est d'engager déjà 180 à 185 milliards d'euros d'investissements d'ici la fin de l'année prochaine.

ÉPINGLÉ OLIVIER GOSSET

Réformes structurelles: circulez, il n'y a rien à voir!

Pour tenter de redonner des couleurs à son économie, l'UE a quatre grands leviers à sa disposition: les investissements, la discipline budgétaire, la poursuite de l'approfondissement du marché unique et la promotion des réformes structurelles. Le premier de ceux-ci, c'est avant tout pour l'instant le plan Juncker. Le deuxième, c'est le respect des mécanismes de surveillance économique, censés empêcher la répétition d'un scénario à la grecque. La poursuite du marché unique comprend pour sa part toute une série de chantiers, dont l'union bancaire ou de l'énergie.

Et les réformes structurelles dans tout cela? «On en trouve une

référence dans les conclusions de chaque Conseil sous la présidence italienne», ironise un diplomate. Une façon polie de souligner qu'en la matière, on parle beaucoup, mais qu'on ne progresse plus guère. En réalité, il n'y a plus rien sur la table. Exit notamment les contrats d'Herman Van Rompuy, qui devaient pousser les Etats membres à se réformer en échange d'incitants financiers. Aux oubliettes également la stratégie Europe 2020, qui devait prendre le relais de la stratégie de Lisbonne, abandonnée elle aussi. «Plus que jamais, conclut un autre ambassadeur, tout est entre les mains des Etats membres. Ce qui dans certains cas, signifie que l'encéphalogramme reste plat».

La méthode de Donald Tusk à l'épreuve du feu

Moins de trois pages: les conclusions du Conseil européen de ces 18 et 19 décembre portent déjà la marque du tout nouveau président du Conseil européen, Donald Tusk.

L'ancien Premier ministre polonais, qui a succédé le 1^{er} décembre dernier à Herman Van Rompuy, a promis de changer quelque peu la façon de travailler de son prédécesseur. À l'instar de Jean-Claude Juncker qui a remanié le fonctionnement de la Commission (dans les limites du traité) et annoncé un programme de travail concentré sur les priorités, Donald Tusk veut lui aussi aller à l'essentiel lors des réunions qu'il animera. Allègement des conclusions (il n'était pas rare qu'elles s'étalent sur plus d'une vingtaine de pages), focalisation des débats sur un ou deux thèmes: Tusk entend recentrer les sommets des chefs d'État et de gouvernement autour des véritables compétences du Conseil européen. À savoir, définir les orientations générales et les priorités politiques de l'UE et trancher les questions complexes qui ne peu-

vent être résolues à l'échelon des ministres. À cet effet, l'ancien chef de gouvernement compte également raccourcir la longueur des réunions. À tel point qu'en début de semaine, il n'était pas encore certain que ce sommet-ci se poursuive vendredi, d'autant que des manifestations étaient annoncées en marge de la rencontre.

Jusqu'ici, les Conseils européens se déroulaient habituellement sur deux jours, avec des palabres se prolongeant parfois tard dans la première nuit. Tusk a fait avancer de plusieurs heures la première session de travail. Ce qui devrait permettre aux journalistes d'avoir quelque chose à se mettre sous la dent dès le premier soir. À cet égard, les sommets façon Van Rompuy étaient assez peu commodes pour la presse écrite: le premier jour des travaux, celle-ci en était réduite à meubler ou à spéculer, tandis que le lendemain, elle devait revenir sur les événements de la nuit, qui avaient déjà été largement commentés par les médias audiovisuels. **O.G.**